

ÉDITION SPÉCIALE
COVID-19

PRISME

Agriculture et Agroalimentaire, une affaire d'experts

30 AVRIL 2020

SOMMAIRE



PORC : Covid-19 et filière porcine : une instabilité préoccupante.

NUTRITION ANIMALE : comment la profession s'adapte.

CAPITAL INNOVATION : Quels impacts de la crise actuelle sur le capital innovation ?

Porc

Covid-19 et filière porcine : une instabilité préoccupante.

La filière porcine subit, comme les autres filières viande, les effets de la crise du Covid-19 et du confinement. Si elle semble moins pâtir des changements dans les modes de consommation, elle reste menacée par les tensions liées à la situation internationale. Une baisse des prix semble inévitable.

COMMENTAIRE

En France, la consommation de viande porcine semble résister

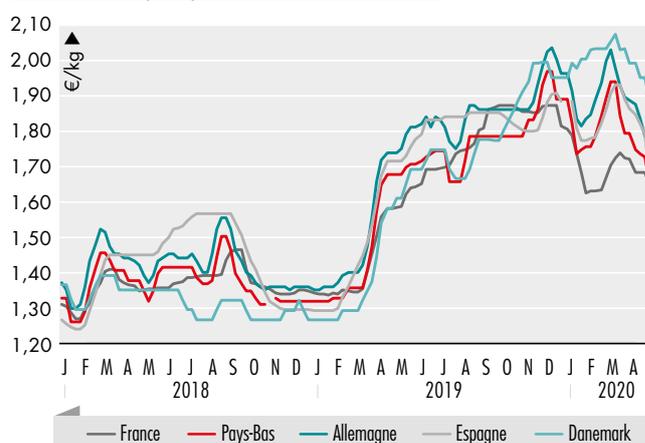
Avec la pandémie actuelle, la fermeture des restaurants, la fin des rassemblements et la crainte pour le pouvoir d'achat, des grands bouleversements dans les filières des produits carnés sont naturellement visibles. Après la stupeur des premiers jours, les nouvelles habitudes alimentaires de confinement semblent s'être mises en place et il apparaît que la viande porcine traverse mieux la crise que les autres viandes. Bien sûr, l'absence de débouchés en restauration collective et hors foyer et la baisse des ventes à la découpe sont préjudiciables, mais il semble qu'en plus d'être une viande économique, la viande de porc réponde bien aux tendances visibles depuis le début de la crise (confection de pizzas ou de quiches à la maison, grillades favorisées par la météo clémente du mois d'avril...). Par ailleurs, il semble que la baisse générale du nombre de références commerciales dans les rayons des GMS ne représente pas un trop lourd handicap opérationnel pour la filière porcine.



Des marchés perturbés et une situation américaine inédite

La situation du marché du porc semble tout de même se fragiliser en Europe, comme en témoigne l'évolution des cours européens du porc charcutier. Les prix suivent en effet depuis plusieurs semaines une tendance baissière dans tous les grands pays producteurs :

Évolution des prix perçus éleveurs dans l'UE



Source : méthode IFIP-MPB d'après données nationales.

Cette baisse était prévisible tant les conditions semblent réunies pour mettre à mal la fluidité des marchés. Ainsi, dans le sud de l'Europe, particulièrement touché par la crise, l'activité des outils d'abattage est lourdement impactée par le manque de personnel. L'offre afflue, mais la demande des abattoirs est limitée, entraînant les prix à la baisse. L'Espagne et l'Italie pourraient par ailleurs souffrir de la faiblesse potentielle de l'activité touristique qui soutient habituellement la demande intérieure.

- De plus, alors que l'opportunité de la demande chinoise pour les pays exportateurs de porc est bien là, elle se heurte à la problématique toujours très prégnante des transports : les prix des containers explosent et, face à la faiblesse des flux internationaux, certains armateurs réalisent des arbitrages se traduisant par la baisse du nombre de bateaux disponibles pour l'exportation.
- À l'échelle mondiale, une des principales préoccupations aujourd'hui est la situation critique et inédite aux États-Unis. En effet, plusieurs abattoirs des grands leaders de la filière porcine américaine (Smithfield, JBS, Tyson) ont dû fermer temporairement du fait de nombreux cas de Covid-19 déclarés au sein de leurs effectifs. Les capacités d'abattage étasuniennes, déjà très sollicitées, s'avèrent désormais insuffisantes, entraînant des pressions inévitables sur les prix. Certains éleveurs américains pourraient même se retrouver contraints de céder leurs bêtes pour zéro dollar...
- Dans ce contexte, les abattoirs eux-mêmes proposent de revoir à la baisse les prix conclus avec leurs partenaires importateurs chinois. Les cours du porc américain ont ainsi récemment connu une chute vertigineuse (le prix du porc carcasse Iowa/Minnesota est ainsi passé de 1,32 \$/kg le 25 mars 2020 à 0,75 \$/kg le 25 avril 2020...). À court terme, cette situation, pourtant bien loin de nous, mettra sans doute la pression sur les prix européens.
- Au total, si les prix actuels restent rémunérateurs pour l'amont des filières porcines française et européenne, il est probable que, entraînés par une situation critique aux États-Unis, ils poursuivent leur tendance baissière amorcée depuis quelques semaines. Il serait cependant très difficile aujourd'hui d'anticiper l'ampleur de cette baisse de même que la durée de la crise aux États-Unis.



Nutrition animale

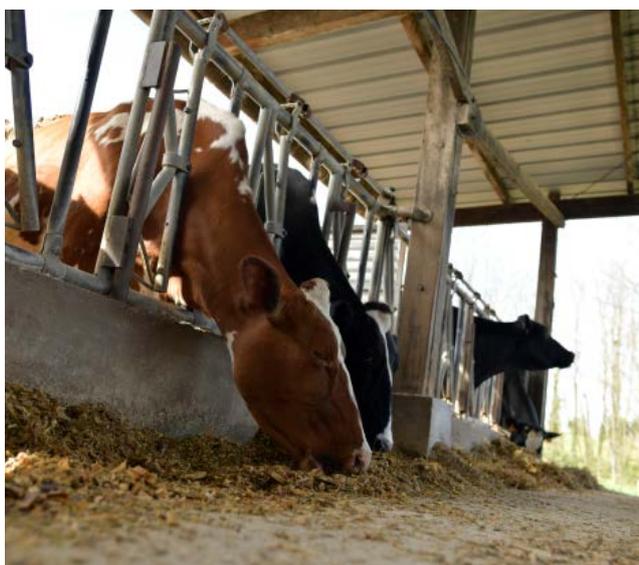
Comment la profession s'adapte.

On s'est félicité de la préservation de l'approvisionnement des commerces alimentaires, les seuls qui sont toujours restés ouverts compte tenu de l'absolue nécessité du ravitaillement. Les produits animaux, viande, produits laitiers, œufs, n'ont jamais manqué chez les distributeurs alimentaires. Mais cela supposait aussi que les animaux de rente continuent d'être correctement nourris, mission accomplie par les entreprises de la nutrition animale, malgré les contraintes liées à la protection des personnes et grâce à un absentéisme limité à 10 % des effectifs, selon le SNIA*. Mais une tâche moins simple qu'il n'y paraît, tant se sont diversifiés les aliments destinés aux bétails, et complexifiées leurs compositions.

► COMMENTAIRE

On sait que l'un des faits majeurs observés au début de l'épidémie a été une hausse importante d'achats « de précaution » dans tous les commerces alimentaires. Bien entendu, cette brusque montée de la consommation apparente, qui a concerné en particulier les produits carnés, s'est répercutée en amont, et même à double titre : d'une part, il a fallu satisfaire la demande croissante de la distribution, et d'autre part, les éleveurs eux-mêmes ont souvent pris les devants et renforcé par précaution leurs stocks d'aliments achetés : à la fin du mois de mars 2020, certains fournisseurs d'aliments bovins ont enregistré des commandes supérieures parfois de 50 % aux volumes habituels ! Cela fut moins le cas dans les filières du porc et surtout de la volaille, mieux organisées et plus intégrées. Or, les acteurs de la nutrition animale fonctionnent eux-mêmes en flux tendu, à cause des délais de paiement assez courts, quinze jours en moyenne, pratiqués avec leurs propres fournisseurs en matières premières, ou intrants.

On peut classer ces intrants en trois catégories : céréales, oléo-protéagineux, le plus souvent sous forme de tourteaux, et ingrédients (minéraux, oligo-éléments, etc.) En ce qui concerne les céréales, essentiellement d'origine française, il y a peu de risque de pénurie. Mais globalement, 20 % des matières premières entrant dans les fabrications des quelque 320 usines françaises sont importées. C'est en particulier le cas de la majeure partie du tourteau de soja, qui représente plus du tiers de l'aliment d'appoint des bovins à l'herbage, et environ 20 % de la ration des volailles. La France importe aujourd'hui environ 2 millions de tonnes de protéines végétales, essentiellement du soja dont elle ne produit que quelques centaines de milliers de tonnes.

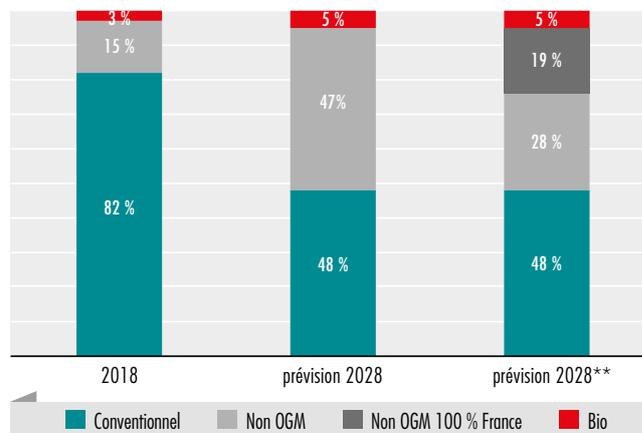


Jusqu'à présent, les professionnels de la nutrition animale assurent pouvoir continuer à fabriquer l'aliment nécessaire. Mais le soja provient essentiellement des Amériques, États-Unis, Brésil et Argentine. Et pour des raisons sanitaires liées au Covid-19, le trafic y est perturbé, d'abord depuis les régions productrices comme le Mato Grosso vers les littoraux, puis dans les grands ports d'exportation où les inspections se multiplient et risquent de conduire à des procédures lourdes de désinfection, tant des entrepôts que des navires. Quant aux minéraux, leur approvisionnement est perturbé par la fermeture de certaines carrières.

Soulignons en outre combien la Chine, avec laquelle le trafic est toujours perturbé, est pour sa part un acteur majeur dans la fabrication de certains additifs indispensables aux formulations.

Tout cela conduit les professionnels de la nutrition à proposer des formules simplifiées et des gammes plus courtes. Mais à terme, la leçon que tireront sans aucun doute les acteurs de la nutrition animale et leurs clients, c'est qu'il faut plus que jamais poursuivre, et même accélérer la tendance à renforcer un approvisionnement plus domestique, et aussi, par convergence, plus en phase avec une demande en produits sans OGM, et pour une partie accrue, issus de l'agriculture biologique (cf. prévisions ci-dessous).

Évolution de la segmentation de la nutrition animale



Source : CEREOPA 2017

2028 **: scénario avec une demande des SIQO pour une alimentation non OGM 100 % d'origine France.

Enfin, c'est au cœur même du marché domestique que des voix s'élèvent aujourd'hui pour demander qu'au nom de « l'autonomie des territoires », soit aussi progressivement rééquilibrée la production végétale dédiée aux élevages. En hors-sol comme en bovins, nombreuses sont les régions dont les espaces cultivés ne peuvent suffire à nourrir leur cheptel. Rien d'étonnant, puisque les seules régions de la Bretagne et des Pays de Loire, concentrent aujourd'hui 55 % des usines de fabrication d'aliments...

* SNIA : Syndicat National de l'Industrie de la Nutrition Animale.

Capital innovation

Quels impacts de la crise actuelle sur le capital innovation ?

Alors que les contours de la sortie de crise restent incertains et les incertitudes économiques nombreuses, les investisseurs oscillent entre prudence et optimisme. Pour autant, l'activité en capital innovation ne s'est pas arrêtée.

► COMMENTAIRE

- Le premier réflexe des investisseurs a été de tenter d'appréhender la profondeur de la crise et les impacts potentiels qu'elle aurait sur leur portefeuille. Le suivi des participations en portefeuille a donc pris le pas, un temps, sur le *deal flow* pour mener un état des lieux et accompagner les sociétés dans l'obtention des dispositifs d'aide mis en place par l'état et dans leur adaptation au confinement, même si la majorité des entreprises innovantes disposent d'une forte capacité d'adaptation.
- S'il n'existe pas de chiffres d'une granularité assez fine pour estimer les impacts spécifiques sur l'innovation agricole et agroalimentaire, l'activité globale du capital investissement ne s'est pas arrêtée : les fonds sont majoritairement restés ouverts à l'étude de nouveaux investissements comme le montre l'évolution du baromètre Chausson Finance : le 22 avril, 81 % des investisseurs interrogés se disaient ouverts à de nouveaux dossiers quand ils n'étaient que 77 % deux semaines auparavant. Pour autant, l'attentisme semble encore être de mise alors que 23 % des fonds estiment que la probabilité de ne faire aucun investissement dans les six mois dépasse les 50 %.
- Enfin, certes ralenti par la crise du coronavirus, le capital-risque français et européen n'est pas à sec : les sociétés de gestion disposent encore de larges ressources à investir, ce qui est moins le cas des *business angels* et *family offices* qui ont pu être touchés par le repli des cours de bourse.
- La crise actuelle aura toutefois un impact durable sur la manière de penser des investisseurs : après des années où la croissance était le maître mot, la résilience et la rentabilité vont être scrutées avec encore davantage d'attention dans l'évaluation des entreprises. Dans un contexte économique incertain, nous pouvons nous attendre à une diminution des niveaux de valorisation, au moins dans un premier temps, et à un rapport de force plus favorable aux investisseurs. Pour autant, cette potentielle baisse est à mettre en regard, au cas par cas, avec les impacts de la crise sur la rentabilité et la croissance attendue de la société qui souhaite lever des fonds.
- Enfin, et c'est une bonne nouvelle : certaines start-up de l'innovation agri et agro pourraient tirer profit de la crise eu égard à la résilience du secteur par rapport à d'autres.



PRISME

L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire - 30 avril 2020

Directeur de la publication : Philippe CHAPUIS

Rédacteur en chef : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs : Béatrice Eon de Chezelles, Benoit Bousquet, Arnaud Rey.

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A., à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication. Réalisation : Atelier ART6 - Photos : 123rf.